

Procédure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2006/2644(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise de 1956 et sa signification historique pour l'Europe		
Sujet 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde		
Zone géographique Hongrie		

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
24/10/2006	Débat en plénière		
26/10/2006	Résultat du vote au parlement		
26/10/2006	Décision du Parlement	T6-0454/2006	Résumé
26/10/2006	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2006/2644(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 132-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B6-0548/2006	24/10/2006	EP	
Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité		T6-0454/2006	26/10/2006	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2006)5316-2	23/11/2006	EC	
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2006)5635	19/12/2006	EC	

Résolution sur le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise de 1956 et sa signification historique pour l'Europe

Le Parlement européen a adopté une résolution déposée par les groupes PPE-DE, PSE, ALDE, Verts/ALE et UEN, sur le cinquantième anniversaire de la révolution hongroise de 1956 et sa signification historique pour l'Europe.

Le Parlement estime que la révolution hongroise de 1956 est une des manifestations emblématiques de la lutte pour la liberté et la démocratie au XXe siècle, qui a défié le communisme dans le bloc soviétique. Il souligne que la communauté démocratique doit rejeter sans aucune équivoque l'idéologie communiste, répressive et antidémocratique, de même qu'elle doit défendre les principes de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit et prendre clairement position chaque fois qu'ils sont bafoués.

La résolution demande à tous les pays démocratiques de condamner dans les termes les plus clairs les crimes commis par tous les régimes totalitaires. Elle demande l'établissement d'un programme européen visant à renforcer la coopération entre les centres de recherche et de documentation des États membres qui étudient les crimes commis par les régimes totalitaires.